



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,573>

CHRONIQUE

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1057 - août-septembre 2005 -

Date de mise en ligne : lundi 4 septembre 2006

Date de parution : août 2005

Description :

PAUL VINCENT trouve dans l'actualité de quoi étayer les arguments précédents.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La collecte de Paul Vincent vient à point pour illustrer "le grand tournant" dont il est question dans l'article précédent :

RICHESSSE ET PAUVRETÉ

Faisant un peu de classement dans mes coupures de journaux, je tombe sur cette info du Monde [\[1\]](#) : en arrondissant à quelques centaines de millions près, les plus grosses fortunes de France se situent comme suit :

Bernard Arnault, 14 milliards d'euros,
Liliane Bettencourt, 12,
famille Mulliez, 10,
familles Dassault et Pinault, 6 chacune.

Soit en tout une cinquantaine de milliards d'euros.

C'est sans doute grâce à de telles performances que la France arrive à bien se situer globalement par rapport à la richesse mondiale.

À titre comparatif, on notera que les pays les plus riches de la planète, après de longues tergiversations, n'ont réussi à aligner que 50 milliards de dollars (soit 20% de moins que ces 50 milliards d'euros) pour venir en aide à l'ensemble des plus pauvres.

Misère des États, pourrait-on croire, par rapport aux fortunes privées, ce qui ferait dire aux hommes politiques (une fois qu'ils sont élus) qu'ils ne peuvent rien y faire ?

- Quand on regarde les dépenses militaires et autres gaspillages, on s'aperçoit que les États, et même, hélas, les États pauvres, trouvent plus facilement l'argent qui leur manque par ailleurs. Dans ce domaine, la volonté des politiques ne semble plus se heurter à la résistance des intérêts privés. On croirait même qu'ils se trouvent en accord.

AVERTISSEMENT AUX NOUVEAU-NÉS [\[2\]](#)

À son entrée en fonction, Thierry Breton dressait un constat alarmiste. Pas suffisamment pour alarmer le gouvernement, qui continue à alourdir à marche forcée le passif de la succession pour les générations futures.

Dans un sursaut nationaliste et antilibéral inattendu, il a failli intégrer Danone dans leur futur patrimoine, mais en même temps il continue de vouloir les livrer aux nouveaux féodaux du système capitaliste pour ce qui est de leur accès aux autoroutes, au gaz, à l'électricité, à la distribution du courrier (etc. ? mais oui, il reste encore à privatiser : on pourrait privatiser les prisons, dont la restauration est déjà sous-traitée, ou les usines d'armement et arsenaux de la marine, puisqu'on achète déjà nos avions de combat à un marchand de journaux... lequel a pu devenir le plus

grand patron de presse grâce aux bénéfices réalisés sur les avions que lui commande en notre nom son ami notre Président absolu, quand tel est son bon plaisir). En ce qui concerne la privatisation de GDF, voici des propos relevés dans Marianne [3] : « Trouveriez-vous normal d'acheter ce qui vous appartient ? ... c'est une appropriation d'un bien sans l'accord des propriétaires au seul profit de quelques-uns.

Aussi choquante, l'augmentation exorbitante des tarifs du gaz, destinée uniquement à rendre la mariée encore plus belle, puisque GDF est bénéficiaire. Finalement, les citoyens paient pour embellir une vente d'un bien dont eux-mêmes sont dépossédés.

En quelque sorte, ils paient pour se faire voler ! »

En ce qui concerne la privatisation d'EDF, je lis par ailleurs dans Le Canard Enchaîné [4] : « L'augmentation de capital d'EDF (environ 10 milliards) lui servira ainsi à constituer une provision pour le versement de dividendes à ses nouveaux actionnaires. Leur montant est déjà fixé noir sur blanc dans le plan triennal d'EDF : 3,7 milliards en trois ans, soit trois fois ce que l'entreprise versait en moyenne à l'État. Une privatisation à dividende garanti, on n'arrête pas le progrès. » Après la rente Pinay et l'emprunt Giscard, il fallait faire preuve de beaucoup d'imagination pour trouver aussi bien.

Et pendant que l'on essaie d'en attirer certains par des montages financiers alléchants, on matraque encore un peu plus les petits épargnants en abaissant le taux de rémunération (ne prononçons plus le mot intérêt !) de leurs livrets de Caisse d'Épargne au niveau, voire au-dessous du taux d'inflation (à ce point, ce n'est même plus une aumône). Mais ce traitement scandaleux réservé à la France d'en bas ne date malheureusement pas d'aujourd'hui et je ne l'ai vu condamné dans aucun programme électoral.

[1] du vendredi 8 juillet 2005.

[2] ce qui suit est un prolongement de l'article de notre précédent numéro (GR 1056, p.13)

[3] de la semaine 23 - 29/07/2005

[4] du 20 juillet 2005